

<https://divergences.be/spip.php?article3983>



# Israël : Nous ne les laisserons pas saboter cet accord

- Aujourd'hui - 2025 - mars 2025 -

Date de mise en ligne : vendredi 28 février 2025

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

*Origine* [+972 MAG](#) : les familles d'otages se battent pour préserver le cessez-le-feu. Craignant que Netanyahu ne torpille l'accord, les familles d'otages intensifient leurs protestations, allant même jusqu'à demander à la CPI d'intervenir.

Dans l'après-midi du vendredi 24 janvier, alors que l'autoroute Ayalon à Tel Aviv était remplie d'Israéliens rentrant précipitamment chez eux pour le shabbat, un groupe de membres de familles d'otages a installé une table au milieu de la route. Complétée d'une nappe blanche, de challah (pain), de vin et de bougies, la table de Shabbat a ensuite été incendiée par les activistes - membres du groupe de protestation "Sha'ar Begin", nommé d'après le site situé à l'extérieur du quartier général de l'armée israélienne dans le centre de Tel Aviv, où ils ont régulièrement manifesté en faveur d'un accord sur les otages. Les membres des familles, accompagnés de quelques dizaines de sympathisants, ont bloqué la circulation en tenant des photos de leurs proches qui se trouvent à Gaza depuis près de 500 jours.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/2g5a2080-1200x802-8fa4d.jpg>]

**Einav Zangauker, lors de la manifestation de Shabbat sur l'autoroute de Tel Aviv pour libérer tous les otages, le 24 janvier 2025. (Oren Ziv)}**

La manifestation a été délibérément programmée pour se dérouler un jour avant la libération prévue de quatre observatrices de l'armée israélienne, dans le cadre de la première phase de l'accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas. Les familles des otages qui devraient être libérés au cours des phases ultérieures de l'accord ont pris la tête de la manifestation, craignant que M. Netanyahu ne torpille l'accord pour assurer sa survie politique.

Parmi les manifestants de vendredi se trouvait Yifat Kalderon, dont le cousin Ofer Kalderon et ses deux enfants ont été enlevés à Nir Oz le 7 octobre. Alors que les enfants d'Ofer ont été libérés dans le cadre de l'accord précédent en novembre 2023, il reste en captivité. "Le problème n'est pas seulement de savoir qui sera libéré au cours de la deuxième phase, mais aussi de savoir si la première phase sera même achevée", a déclaré Ofer Kalderon à +972.

Les craintes de M. Kalderon font écho à celles de nombreuses autres familles, alimentées par les informations diffusées par les médias selon lesquelles il est peu probable que l'accord soit pleinement mis en œuvre. La trêve de novembre 2023 s'est effondrée après qu'Israël a rejeté la proposition du Hamas de libérer sept otages - quatre femmes et enfants, ainsi que les corps de trois autres - au lieu des dix otages vivants initialement convenus. Aujourd'hui, anticipant un scénario similaire, les familles intensifient leurs efforts pour faire pression sur le gouvernement israélien en descendant dans la rue, voire en faisant appel aux instances internationales.

"La tension et la peur sont constantes et terribles. Je ne peux pas respirer tant que je ne l'ai pas vu, en supposant qu'il soit vivant, parce que je ne sais vraiment pas", a ajouté Mme Kalderon. "Tant que je ne le verrai pas serrer ses quatre enfants dans ses bras, je ne dormirai pas. Et même alors, je continuerai à me battre jusqu'à ce que tout le monde revienne.

### **C'est l'image de notre victoire**

Fin 2024, les familles de Sha'ar Begin se sont séparées du "Forum des familles d'otages et de disparus", la principale organisation représentant les familles d'otages, connue pour ses veillées hebdomadaires discrètes sur la place des Otages à Tel-Aviv. Frustrés par ce qu'ils considèrent comme une obstruction délibérée aux négociations de la part de Netanyahu et de ses alliés de droite, le nouveau groupe a utilisé des tactiques plus conflictuelles. Leurs manifestations se caractérisent souvent par des critiques acerbes de la guerre, des demandes inébranlables d'un accord immédiat à tout prix et, parfois, des discussions sur les crimes de guerre israéliens à Gaza - un point de

vue qui reste exceptionnellement rare et controversé dans le discours public israélien.

Le lendemain de la manifestation du shabbat, des membres du groupe se sont rassemblés devant le quartier général de l'armée à Tel-Aviv, où un grand écran diffusait des informations sur l'arrivée des quatre femmes soldats dans les hôpitaux israéliens avant leur réunion émotionnelle avec leurs familles.

Einav Zangauker, dont le fils Matan a été enlevé à Kfar Aza, est l'une des voix les plus importantes parmi les familles militantes. S'adressant à une foule de plusieurs milliers de personnes, elle a déclaré : "En tant que mère d'un otage, voir des parents embrasser leurs filles à leur retour de captivité, c'est l'image de notre victoire".

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/448a3124-e241a.jpg>]

**Familles d'otages lors d'une manifestation devant le ministère de la Défense à Tel Aviv, le 25 janvier 2025. (Oren Ziv)**

"Le gouvernement les a abandonnés et le premier ministre ne s'est toujours pas engagé publiquement à respecter l'accord. "Nous ne laisserons personne saboter cet accord. Nous ne laisserons personne s'interposer entre nous et nos proches. Matan, maman est en route pour toi".

Itzik Horn, dont les deux fils sont toujours détenus à Gaza, est un autre habitué des manifestations hebdomadaires du groupe. "Yair et Eitan sont détenus depuis 15 mois maintenant. [Yair est sur la liste de ceux qui seront libérés dans la première phase de l'accord, mais Eitan n'en fait pas partie]", a-t-il déclaré à +972. "Ma guerre est contre le Hamas, mais malheureusement, elle est aussi contre le gouvernement israélien : il y a des factions au sein du gouvernement - pas seulement le parti du sionisme religieux [de Bezael Smotrich], mais aussi [le ministre de la sécurité nationale Itamar] Ben Gvir et des extrémistes du Likoud - qui sont incroyablement dangereuses et qui pourraient saboter l'accord de l'intérieur".

"Nous sommes arrivés à un point où nous dépendons du président des États-Unis", a-t-il ajouté. "J'espère vraiment qu'il continuera à faire pression sur M. Netanyahu pour qu'il libère tous les otages.

Tout en reconnaissant la résistance du public israélien à la libération des prisonniers palestiniens qui ont commis des attaques violentes, M. Horn a adressé un message très clair aux législateurs. "J'ai une suggestion très simple pour les membres de la Knesset et les ministres [qui s'opposent à l'accord] : envoyez vos enfants à Gaza [pour] faire sortir nos enfants, et ensuite nous verrons si vous vous opposez à l'accord.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/2g5a3111-79a8c.jpg>]

**Itzik Horn (deuxième à partir de la droite) et d'autres parents d'otages s'adressent aux médias lors d'une manifestation devant le ministère de la Défense à Tel-Aviv, le 25 janvier 2025. (Oren Ziv)**

**Nous maintiendrons la pression sur Netanyahu partout".**

Yehuda Cohen, dont le fils Nimrod a été fait prisonnier par des militants palestiniens dans un char en flammes près de la frontière de Gaza, est devenu l'un des plus virulents critiques du gouvernement et de la guerre parmi les familles des otages. Selon lui, la structure complexe et en plusieurs phases de l'accord de cessez-le-feu actuel est une caractéristique plutôt qu'un problème. "La raison pour laquelle il est alambiqué et comporte des points de sortie est que s'il était simple, le gouvernement ne serait pas en mesure de le faire traîner en longueur tout en le sabotant en cours de route", a-t-il déclaré à +972. "En novembre, tout s'est déroulé trop facilement.

Mais le week-end dernier, M. Cohen n'a pas participé aux manifestations de Tel-Aviv avec ses collègues activistes. Il les a observées depuis La Haye, où il a rencontré Karim Khan, le procureur général de la Cour pénale internationale (CPI), une personnalité vilipendée par les médias et les hommes politiques israéliens pour avoir réussi à lancer des

mandats d'arrêt contre le Premier ministre Benjamin Netanyahu et l'ancien ministre de la défense Yoav Gallant pour des crimes de guerre commis à Gaza.

"Netanyahou ne commet pas seulement des crimes de guerre contre les Palestiniens de Gaza, il commet aussi des crimes contre les soldats israéliens", a déclaré M. Cohen devant la commission de la Constitution, du droit et de la justice de la Knesset avant de partir pour la réunion avec M. Khan. En réponse, le député du Likoud Eliyahu Revivo a hurlé contre Cohen, l'accusant d'agir de manière à ce que "son fils pourrisse encore de nombreuses années dans les cachots du Hamas".

"L'importance de la réunion [avec Khan] réside dans sa publicité", a expliqué M. Cohen. "Je lui ai dit que, premièrement, je soutenais l'enquête, non seulement sur les crimes de guerre commis par les Palestiniens, mais aussi par les [fonctionnaires] israéliens. Prolonger la guerre inutilement, causer la mort de centaines de soldats, des milliers de blessés, et le meurtre et la souffrance d'otages - cela justifie une enquête".

M. Cohen, dont les opinions sont rarement entendues dans le discours israélien dominant, en particulier de la part d'un père d'un soldat capturé, a déclaré que le 7 octobre a prouvé qu'il est nécessaire de conclure un "accord à tout prix" pour libérer les otages. "Le gouvernement et ses systèmes ont échoué [avant et le 7 octobre], et ils doivent en payer le prix. Si cela implique la libération de prisonniers [palestiniens], c'est à eux de régler ce problème. En ce qui me concerne, M. Netanyahu devrait se rendre à Gaza pour conclure l'accord.

Les gens [du mouvement des familles d'otages] disent : "Il y a déjà un accord. Pourquoi aller devant la CPI ? Laissons Netanyahu travailler tranquillement ; nous devrions l'encourager", a déclaré M. Cohen. "Mais Netanyahu n'agit pas pour des raisons positives, c'est une question de survie. La décision de conclure ou non l'accord dépend entièrement de ce qui, à ce moment-là, pourrait prolonger son mandat.

Les expériences passées, explique M. Cohen, ont prouvé que l'on ne peut pas faire confiance à M. Netanyahu lorsqu'il s'agit de respecter les accords de cessez-le-feu. "Ben Gvir lui-même a admis que Netanyahu avait fait échouer un accord dans le passé. Nous le savons depuis le début. Nous devons veiller à ce qu'il ne puisse pas s'orienter vers Ben Gvir ou Smotrich. Nous maintiendrons la pression sur Netanyahu partout, que ce soit par l'intermédiaire de Trump ou de la CPI".

Cohen, qui considère naturellement le retour de son fils Nimrod comme son objectif principal, a souligné que "dans le sens le plus étroit, je veux le retour de tous les otages. Mais si vous élargissez cela, il s'agit de mettre fin à la guerre. Et dans un sens encore plus large, [il s'agit de] parvenir à une solution plus stable et permanente [avec les Palestiniens]. Nous devons regarder de l'autre côté. Il ne faut pas qu'un côté prospère pendant que l'autre souffre.

### **L'effondrement de l'accord était une condamnation à mort**

Les proches des otages israéliens encore en vie ne sont pas les seuls à s'inquiéter du sort de l'accord conclu avec le Hamas. Shachar Mor, le neveu d'Avraham Munder - dont le corps a été extrait d'un tunnel dans le sud de la bande de Gaza en août, avec ceux de cinq autres otages - et un parent de Roy Munder, assassiné le 7 octobre, participe également activement aux manifestations hebdomadaires.

Le ministre des Affaires étrangères de Tel-Aviv a déclaré à +972, la voix rauque après avoir scandé des slogans pendant des jours lors de manifestations, qu'il n'y avait personne au Proche-Orient, voire dans le monde, qui avait intérêt à ce que l'accord soit retardé. "Même le Hamas a fait savoir qu'il pourrait accélérer le processus.

"L'astuce de M. Netanyahou consiste toujours à retarder les choses, à gagner une semaine ou deux de plus en espérant que les choses changent. Pendant ce temps, ses alliés extrémistes [au sein du gouvernement] exploitent la situation en Cisjordanie", a-t-il déclaré. "Ce n'est pas une coïncidence si [le ministre des affaires étrangères Israël] Katz a libéré des détenus administratifs juifs pour qu'ils puissent recommencer à perpétrer des pogroms. Ils déplacent leur attention sur ce terrain. Tout cela pour saboter l'accord".

Selon Mor, le non-respect des accords précédents a coûté la vie à Avraham Munder et à d'autres otages. "Lorsque ma tante [Ruti Munder] est revenue lors du premier accord [en novembre], ce n'est qu'à ce moment-là qu'elle a appris qu'Avraham, son mari, était toujours en vie. Elle était persuadée qu'il était mort. Comment a-t-il pu arriver jusqu'à Gaza ? Il pouvait à peine aller aux toilettes sans aide.